



**HAL**  
open science

## Master Sociologie

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Sociologie. 2017, Université de Strasbourg. hceres-02028445

**HAL Id: hceres-02028445**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02028445>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations



## Rapport d'évaluation

### Master Sociologie

Université de Strasbourg

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 20/07/2017

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Michel Cosnard, président

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

## Évaluation réalisée en 2016-2017

### sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Sciences humaines et sociales.

Établissement déposant : Université de Strasbourg.

Établissement(s) cohabilité(s) : /

## Présentation de la formation

La mention de master *Sociologie* de l'Université de Strasbourg vise à affiner les connaissances et les compétences théoriques et méthodologiques permettant d'élaborer une lecture sociologique des phénomènes sociaux et culturels à différentes échelles (locale, nationale, internationale et globale) et sous un prisme comparatif. L'alliance entre travaux empiriques et réflexion théorique borde l'ensemble de la formation tout en prenant des caps distincts à travers trois spécialités, dès la première année de master (M1) dans le cadre de la spécialité *Intervention sociale, conflits et développement* qui jouxte le tronc commun (M1 *Sociologie*) aux deux autres spécialités, et en deuxième année de master (M2) pour les spécialités *Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains* et *Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud*.

Le M2 propose un premier semestre d'enseignements spécifiques à chaque spécialité et un deuxième semestre consacré à la réalisation d'un stage dans un laboratoire ou une structure professionnelle. La spécialité *Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains* se fonde sur le vaste *corpus* de connaissances que couvre la sociologie des conflits, conçue notamment comme un domaine de recherche pouvant faire l'objet d'un doctorat, mais aussi comme un socle de compétences appliquées à différents contextes et types de rapports sociaux. La spécialité *Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud* se distingue par sa dimension internationale (Amérique Latine, Afrique, Monde Arabe, Asie) et son ouverture pluridisciplinaire (sociologie, démographie, anthropologie et géographie). Au-delà de la possibilité d'une poursuite d'études en doctorat, les cadres d'emplois visés convergent sur les formes d'expertise dans les bureaux d'études d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organismes publics, et de façon plus large sur les projets ou programmes liés à la question du développement. Enfin, la spécialité *Intervention sociale, conflits et développement* vise à l'acquisition de compétences professionnelles dédiées à l'analyse et à la gestion des conflits dans le domaine de l'action sociale en France et en Europe et ouvre à plusieurs métiers (chef de projets, ingénierie sociale, formateurs, coordinateurs) qui gagnent des dispositifs d'insertion et de médiation dans diverses structures sociales.

Le master porte une double vocation : à la fois celle de former des professionnels (en formation initiale ou continue) spécialisés dans la gestion des conflits et des crises dans différents contextes et celle de développer une recherche doctorale autour de grandes questions de sociétés résonnant avec les thèmes-phares - conflits, passages, identités - de l'école doctorale à laquelle le master est affilié.

## Analyse

Objectifs
Les horizons que dessine la mention, en termes d'objectifs, de compétences et de débouchés professionnels sont présentés de manière détaillée. Le bilan met en exergue un certain nombre de compétences transversales aux spécialités qui renvoient à la capacité réflexive, la construction et la réalisation d'un programme de recherche.

<p>L'objectif de professionnalisation est très identifiable sur l'ensemble de la mention tout en prenant un accent particulier dans le cadre de la spécialité Intervention sociale, conflits et développement. Les débouchés propres à chaque spécialité sont clairement présentés et variés.</p>
<p><b>Organisation</b></p>
<p>La lisibilité de la structure du master gagnerait à être précisée. L'année de M1 propose un premier mouvement de spécialisation à travers la distinction entre un M1 Sociologie et un M1 Intervention Sociale, conflits et développement. La structure et une grande partie du contenu des enseignements demeurent toutefois communes à ces deux voies, ce qui questionne la pertinence de l'existence de deux trajectoires distinctes en M1. Le tronc commun en M1 couvre 6 unités d'enseignement (2 UE de théorie et épistémologie, 1 UE de méthodes, 1 UE de sociologie thématique, 1 UE de langue et 1 UE d'option). Les choix d'enseignements qu'offrent l'UE3, l'UE4 et l'UE6 en M1 <i>Sociologie</i> assurent une logique de spécialisation progressive en résonance avec les spécialités de M2. En réponse à la précédente évaluation, des enseignements, préluant les spécialités, ont par ailleurs été ajoutés à la maquette du M1, comme c'est le cas pour la spécialité <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> (ajout d'un enseignement mutualisé M1/M2 ne concernant, au niveau M2, que les étudiants ne l'ayant pas suivi et validé en M1 dans le cadre des options offertes par l'UE3). La variante que propose le M1 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> se cantonne à un renforcement thématique au niveau de l'UE 4 et de l'UE 6 et paraît identique aux jeux d'options qu'offre le M1 <i>Sociologie</i>. L'année de M1 est également marquée par l'élaboration d'un projet de recherche soutenu devant un tuteur.</p> <p>En M2, le volume, le nombre et le contenu des enseignements de spécialité, concentrés au premier semestre sont significativement variables : 2 UE pour la spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i>, 4 UE (et des cours complémentaires dont la place dans la maquette demeure imprécise) pour la spécialité <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> et 3 UE pour la spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i>. La réalisation d'un stage, dans un laboratoire ou une structure professionnelle, faisant l'objet d'un rapport et/ou l'élaboration d'un mémoire de recherche (généralement fondé sur une enquête de terrain et soutenu devant un jury) scandent le deuxième semestre.</p> <p>L'absence d'enseignements de méthodes en M2 <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> questionne la dynamique de spécialisation progressive en la matière. Les enseignements s'organisent autour de plusieurs types de mutualisations entre les différentes mentions de master de la faculté de sciences sociales.</p> <p>Le recoupement partiel des objectifs et des débouchés professionnels centrés sur la gestion des conflits et des pratiques d'intervention (telle que la médiation sociale et culturelle) des spécialités <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> et <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> interroge les mutualisations qui pourraient être envisagées entre les deux spécialités.</p>
<p><b>Positionnement dans l'environnement</b></p>
<p>Le dossier souligne avec précision l'offre de formation originale que porte la mention, notamment dans le Grand Est. La formation profite d'un environnement recherche prolifique animé par les deux unités mixtes de recherche de la faculté sciences humaines et sociales : Dynamiques Européennes (DynamE, UMR 6773) et Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (Sage, UMR 7363). L'école doctorale sciences humaines et sociales, Perspectives européennes (SHSPE, ED 519) offre un débouché attractif pour les étudiants désireux de poursuivre vers le doctorat.</p> <p>La mention de master est par ailleurs bien implantée dans l'environnement socio-professionnel local avec lequel elle a noué différents types de liens (lieux de stages pour les étudiants, enquêtes de terrain, partenaires intervenants dans la formation, potentiels employeurs des diplômés). L'implication de la spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> dans le diplôme d'Etat d'ingénierie sociale (DEIS) place cette dernière au cœur d'un réseau de partenaires du secteur sanitaire et social local par l'intermédiaire du centre d'études et de recherche sur l'intervention sociale (CERIS) de l'Université de Strasbourg (en collaboration avec l'établissement de formation en travail social (EFTS) : Recherche et Etude systémiques sur les communications institutionnelles et familiales (RESCIF)) qui porte le DEIS et anime ce réseau depuis une vingtaine d'années. Toutefois, il aurait été important que soit précisée la nature des liens entre le diplôme de master et le CERIS. Le bilan fait état des liens foisonnants qui se sont tissés entre le master et des institutions académiques et des organisations nationales et étrangères.</p>
<p><b>Equipe pédagogique</b></p>
<p>L'équipe pédagogique est composée de 29 enseignants-chercheurs (EC) dont 14 professeurs des universités (PR) et de 15 maîtres de conférences (MCF, dont trois ont une habilitation à diriger des recherches), auxquels il faut ajouter deux professeurs associés à temps partiel (PAST), 20 professionnels (relevant, en majorité, de différents métiers au sein du secteur de l'intervention sociale) ainsi qu'un attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) et une allocataire (contrat doctoral avec mission d'enseignement). L'équipe d'enseignants-chercheurs est homogène (faculté des sciences sociales, section 19 du conseil national des universités, sociologie, démographie). Seuls cinq EC relèvent d'autres facultés et/ou sections du conseil national des universités (faculté des langues, section 12, langues germaniques, faculté des sciences économiques, section cinq, sciences économiques, institut d'études politiques, section 22, histoire moderne et contemporaine, faculté de géographie).</p> <p>Les tableaux récapitulatifs de l'équipe pédagogique par spécialité mettent en exergue un écart important concernant le nombre de PR entre la spécialité <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> (quatre professeurs) et</p>

<p>les deux autres spécialités (10 et 11 professeurs). Il est regrettable que les tableaux par spécialité ne mentionnent pas l'ensemble des intervenants professionnels non universitaires, ce qui empêche d'avoir une idée précise de l'adéquation de l'équipe pédagogique à chaque spécialité.</p> <p>Le pilotage de la mention est, entre autres, assuré par un responsable pour la mention, pour le M1 et pour chaque spécialité. L'équipe pédagogique se réunit régulièrement (au moins trois fois par an) en dehors des jurys, par semestre et année et des commissions d'examen des dossiers de candidature, qui se rassemblent en plus petit comité.</p>
<p><b>Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études</b></p>
<p>Le nombre de préinscriptions déposées sur la plateforme en ligne (ARIA) pour l'entrée en M1 (entre 518 et 530 en 2014 et en 2015) et dans les spécialités de M2 (373 et 365 en 2014 et en 2015) est en augmentation depuis trois ans, en particulier celui concernant la spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> (M1 et M2), ce qui témoigne de l'attractivité du master. Le nombre de dossiers déposés est relativement stable d'une année sur l'autre (une cinquantaine en M1 <i>Sociologie</i>, entre 76 et 94 en M1 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> ; une cinquantaine en moyenne dans chaque spécialité de M2). Il est dommage que le bilan n'indique pas le nombre d'étudiants acceptés et inscrits en M1 <i>Sociologie</i>. Les effectifs varient entre 17 et 28 étudiants pour le M1 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i>. Le taux de réussite enregistre une hausse importante (de 53 % à 82 %) entre 2014 et 2015. Les chiffres concernant le M1 <i>Sociologie</i> ne sont pas indiqués. Les taux de réussite en M2 apparaissent très variables. Le taux de réussite du M2 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> a considérablement chuté entre 2014 et 2015 (de 70 % à 30 %) sans que cette évolution soit commentée. Le taux de réussite de la spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> est plus stable et relativement bon (entre 67 % et 76 %). Le faible taux de réussite dans la spécialité <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> (30 à 45 %) est mis en lien avec l'accroissement du nombre d'étudiants demandant une deuxième année de master (M2) (terrain à l'étranger) et l'abandon récurrent du cursus en raison de problèmes financiers (concernant notamment les étudiants étrangers).</p> <p>Les données concernant l'insertion professionnelle et la poursuite d'études sont inégales d'une spécialité à l'autre et incomplètes. Le nombre de poursuites d'études en doctorat des diplômés de la spécialité <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> est satisfaisant (deux en moyenne par an depuis 2010). Sur les 53 diplômés du master dans cette spécialité entre 2010 et 2015, on compte 11 poursuites d'études en doctorat et 21 poursuites d'études dans le cadre de formation complémentaires (langues, démographie ou éthique) qui questionnent le caractère professionnalisant de la formation. Le tableau récapitulatif de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études en annexe indique, pour l'ensemble du master, des chiffres qui traduisent des taux variables et en baisse concernant le nombre de poursuites d'études en doctorat : 10 (23 %) pour l'année 2011-2012 et 5 (14 %) pour l'année 2012-2013. Les chiffres des années suivantes ne sont pas fournis. De manière générale, les données chiffrées concernant le devenir professionnel des diplômés du master demeurent partielles et peu commentées. L'enquête conduite par l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) auprès des diplômés de 2012 et de 2013 affiche des résultats contrastés d'une année à l'autre et d'une spécialité à une autre. Le taux d'insertion professionnelle à 18 mois des diplômés 2012 (répondants) est très faible (30 % M2 <i>Dynamiques sociales et conflits</i>, 20 % M2 <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> et 38 % M2 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i>) et enregistre une nette augmentation pour les diplômés de 2013 (60 % M2 <i>Dynamiques sociales et conflits</i>, 50 % M2 <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i>, 100 % M2 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i>).</p>
<p><b>Place de la recherche</b></p>
<p>L'ancrage de la formation dans la recherche est fort. La majorité des enseignants-chercheurs intervenant dans le master sont affiliés aux deux unités mixtes de recherche DynamE et Sage, qui offrent un environnement scientifique particulièrement stimulant, convergeant notamment sur l'étude de la construction européenne.</p> <p>Fondé sur une tradition empirique qui se perpétue depuis le milieu des années 60, le master privilégie une formation à la recherche tout au long des deux années. Le M1 sert de toile de fond à l'élaboration d'un projet de recherche posant les prémisses théoriques et méthodologiques du mémoire qui sera réalisé en M2 ainsi qu'une enquête inter-années (avec les étudiants de la licence <i>Sciences sociales</i>) encadrée par des enseignants. Le mémoire de M2 (100-120 pages) donne lieu à une soutenance devant trois enseignants-chercheurs dont un doit avoir une habilitation à diriger des recherches (HDR). Au-delà de ce cadre général, l'apprentissage de la recherche par la recherche trouve des ressorts particuliers au sein de chaque spécialité. Deux spécialités, <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> et <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> affichent la prééminence de leur finalité recherche. Cet accent se traduit notamment par l'intégration de certaines activités scientifiques des UMR dans l'offre de formation et de cycle de séminaires (sous forme de stage de laboratoire obligatoire intégrant 24 heures de présence à des séminaires et conférences donnant lieu à un rapport critique de 12 pages dans le cadre de la spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> et sous forme de cycle de séminaires autour d'un thème particulier durant le premier semestre pour la spécialité <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> qui a également consolidé des collaborations avec l'institut de recherche pour le développement (IRD)). Les stages en M2 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> s'agrègent à des programmes de recherche (sous forme de diagnostics, d'évaluation, de recherche) portés par le centre d'études et de recherche sur l'intervention sociale (CERIS) en collaboration avec les deux unités de recherche (DynamE et Sage). La synergie entre l'enseignement et la recherche est constitutive du cadre de formation que propose le master. Il aurait toutefois été important que le bilan fournisse un tableau complet des poursuites d'études en doctorat par spécialité et par année.</p>

Place de la professionnalisation
<p>Les objectifs professionnels de la formation et les compétences propres à chaque spécialité sont clairement identifiés. L'accent professionnalisant de la spécialité de M1 et de M2 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> se reflète bien dans la maquette et dans la description détaillée des compétences acquises dans le cadre de cette spécialité (palette assez large de formes d'interventions sociales). Il aurait été intéressant de pouvoir mieux cerner les métiers associés. La part des intervenants professionnels gagnerait également à être précisée et renforcée. On peut constater, à partir du tableau récapitulatif de l'équipe pédagogique, qu'une majorité d'intervenants professionnels (12/20) est liée au thème de l'intervention sociale, ce qui induit leur rattachement à la spécialité mais révèle aussi la place mineure qu'ils occupent dans le volume d'enseignements (73,5 heures, c'est-à-dire à peine 10 % des 684 heures cours magistraux (CM) et 76 heures travaux dirigés (TD) du M1 et du M2).</p> <p>La spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> se conçoit comme une formation à finalité recherche. La question de la professionnalisation renvoie essentiellement aux liens avec des milieux professionnels dans le cadre des terrains de recherche des étudiants. Compte tenu du devenir relativement diversifié des diplômés, la dimension professionnelle de la spécialité mériterait d'être davantage prise en considération.</p> <p>Le rôle des milieux socio-professionnels qui gravitent autour de la spécialité <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i> ainsi que les compétences professionnelles qu'elle porte pourraient être précisés.</p> <p>Les fiches RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) des trois spécialités sont identiques, ce qui interroge les accents singuliers de chacune, pourtant soulignés dans le bilan.</p>
Place des projets et des stages
<p>Un stage est prévu au cours du M1 <i>Sociologie</i>, dans le cadre de l'UE 4 « Sociologies thématiques » (deux mois dans un domaine professionnel), ou de l'UE 6 (un mois environ). Le projet de stage est encadré par l'équipe pédagogique et le service Espace avenir de l'Université. Le stage de M1 de la spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> donne lieu à un projet de recherche soutenu devant l'enseignant référent. Les modalités du stage de M1 (et notamment son caractère obligatoire ou non) mériteraient d'être précisées.</p> <p>Le second semestre du M2 est occupé par un stage, dont la durée minimum gagnerait à être précisée, se déroulant dans un contexte professionnel, encadré par des tuteurs et des enseignants du master et donnant lieu à un rapport soutenu devant un jury composé entre autres des professionnels de la structure. Il peut aussi se dérouler dans un laboratoire : synthèse de 24 heures de participation à des événements scientifiques, encadrée et validée par un tuteur. Le stage de recherche peut également, en fonction des financements, consister en une participation à un programme de recherche et faire l'objet de gratifications. Il aurait été intéressant de savoir combien d'étudiants en moyenne sont concernés.</p> <p>La réalisation du stage de M2 trouve des variantes en fonction des spécialités. Au stage obligatoire de recherche dans la spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i>, peut s'ajouter un stage en milieu professionnel. Il aurait été important que les objectifs de ce stage et le lien entre ce stage et le mémoire de recherche soient clarifiés.</p> <p>Les étudiants du M2 <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i> ont le choix entre un stage professionnel (quatre à six mois dans des bureaux d'étude, collectivités territoriales, associations etc.) ou un stage de recherche dans le laboratoire DynamE, ou d'autres structures de recherche associées. Il aurait été important de préciser si un aménagement des modalités d'enseignement sur le second semestre est prévu lorsque l'option du stage professionnel de quatre à six mois est choisie, en particulier dans un contexte professionnel à l'étranger. Un stage de 12 semaines à temps plein, encadré par un enseignant-chercheur et un référent professionnel, dans des structures relevant de l'action sociale, en France ou à l'étranger, marque le second semestre du M2 <i>Spécialité Intervention sociale, conflits et développement</i>. Il fait l'objet d'un mémoire soutenu devant deux enseignants-chercheurs, dont au moins un habilité à diriger les recherches, et un référent professionnel. La recherche du lieu du stage s'effectue dès l'entretien d'admission au M2.</p> <p>Le bilan souligne que les possibilités de stages professionnels dans les autres spécialités et en M1 pourraient être améliorées mais on ne dispose pas d'éléments concernant le nombre approximatif d'étudiants choisissant l'une ou l'autre des options de stage dans les deux spécialités - <i>Dynamiques sociales et conflits : Théories et terrains</i>, <i>Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud</i> - qui se définissent prioritairement à finalité recherche. L'importance et l'ouverture de la politique de stage sont des points forts à souligner mais les liens entre la nature du stage de M2 (professionnel et/ou recherche), l'enquête de terrain et le mémoire gagneraient à être précisés.</p>
Place de l'international
<p>La place de l'international est conséquente et s'illustre notamment par les liens denses et variés qu'entretient la formation avec des partenaires internationaux dans le cadre de 14 accords European Region Action Scheme for the Mobility of University Students (Erasmus), 10 accords bilatéraux hors Europe, plusieurs programmes d'échange et des accords de coopération avec les universités de pays tels que le Sénégal, l'Allemagne, l'Algérie, Madagascar, le Portugal et le Brésil. Ce potentiel de mobilité ne profite toutefois qu'à cinq ou six étudiants du master, tout niveau confondu, chaque année, ce qui apparaît faible.</p> <p>La spécialité <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i> joue un rôle majeur dans le déploiement du</p>

<p>réseau international de la mention grâce à ses nombreuses collaborations avec d'autres institutions de la recherche française liés au pays du Sud (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Centre Population et Développement (CEPED, UMR 196), Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, UMR 245, Centre Jacques Berque (CJB, Rabat), Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et des universités étrangères (Burkina Faso, Madagascar, Cameroun, Congo)). La spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> contribue également activement au développement du volet international de la formation via des accords entre le centre d'études et de recherche sur l'intervention sociale (CERIS) et l'université de sciences sociales appliquées et l'Institut Goethe de Francfort (module commun de 30 heures, organisation de voyages d'études, séminaire commun, cotutelles) et des coopérations avec la Pologne et le Portugal ainsi qu'un accord Erasmus + (avec l'Italie et l'Espagne) depuis 2015.</p> <p>Le nombre important d'étudiants étrangers (53 sur 146 en 2015, 36 % environ, notamment en M1 et dans le M2 <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i>) témoigne du rayonnement international de la mention.</p> <p>Une UE de langue au premier semestre de chaque année (anglais/allemand en M1 ou seulement anglais dans certaines spécialités comme <i>Enjeux et pratiques du développement et Intervention sociale</i>) assure une continuité de l'apprentissage des langues étrangères tout au long de la formation mais il pourrait être renforcé compte tenu de la dimension internationale du master et de son contexte géographique. Ce renforcement est en cours depuis 2013 dans la spécialité <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i> avec l'ajout d'un enseignement en anglais « Civil society and development » et envisagé dans les autres spécialités.</p> <p>La spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> apparaît en retrait de la dimension internationale du master.</p>
<p><b>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</b></p>
<p>Les deux années de master sont accessibles sur dossier via la plateforme en ligne ARIA. Le M1 <i>Sociologie</i>, était jusqu'à l'année 2014, ouvert de plein droit à tout étudiant titulaire d'une licence mention <i>Sciences sociales</i> ou d'une discipline des sciences sociales. Ce changement qui n'est pas commenté mériterait d'être pris en compte dans la fiche RNCP. Il serait important de préciser les compétences requises et les critères de sélection à l'entrée du M1 généraliste.</p> <p>Le recrutement des étudiants du M1 <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> se fait sur dossier. Il est constitué d'un projet professionnel et d'un projet de recherche dans le domaine de l'intervention sociale et peut se prolonger par un entretien, systématique dans le cas des candidats qui candidatent dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience (VAE). Un des critères de sélection est la réalisation d'un stage exploratoire dans une structure. L'entretien suivant l'examen du dossier à l'entrée du M2 est systématique dans cette spécialité y compris pour les diplômés du M1 dans cette spécialité. Il ouvre sur la préparation de la recherche d'un lieu de stage.</p> <p>Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation, relevés de note et un projet de recherche ou professionnel de trois à cinq pages qui est une pièce maîtresse du dossier) sont examinés par une commission pédagogique à l'occasion de deux sessions (juin et septembre) dans le cadre des deux autres spécialités.</p> <p>Les informations concernant des dispositifs d'aide à la réussite sont inégales d'une spécialité à une autre. Seule la spécialité <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i> prévoit un renforcement de cours de méthodes et un atelier d'écriture pour les étudiants venant d'autres disciplines que la sociologie ainsi que pour les étudiants étrangers. Il est regrettable qu'il n'existe pas d'autres dispositifs d'aide à la réussite.</p> <p>Les spécialités <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> et <i>Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud</i> sont ouvertes aux étudiants en formation continue (FC). La fiche RNCP de la spécialité <i>Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains</i> indique également cette possibilité, ce qui mériterait d'être clarifié. La spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> affiche une attention particulière portée à ce public par la promotion d'une mixité au sein de la filière. Les 25 % d'étudiants venant d'une trajectoire de formation hors sciences sociales admis dans le M1 de cette spécialité en donnent une illustration.</p>
<p><b>Modalités d'enseignement et place du numérique</b></p>
<p>Les enseignements sont dispensés en présentiel et regroupés sur deux jours et demi dans la spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i> afin de faciliter les liens avec les milieux professionnels.</p> <p>Au-delà des outils classiques de communication (sites internet, Moodle, messagerie universitaire, échanges à partir de logiciels en ligne et de réseaux sociaux), et de l'utilisation de logiciels en ligne (Google doc, Forms, « R ») dans le cadre des enseignements de méthodes au sein de la spécialité <i>Intervention sociale, conflits et développement</i>, le numérique ne fait pas l'objet de dispositifs particuliers.</p> <p>Les étudiants salariés ainsi que les étudiants en situation de handicap bénéficient de dispositions particulières en conformité avec la politique de l'établissement. Un examen de situation au cas par cas est envisagé au sein de la mention avec les enseignants responsables des semestres.</p>
<p><b>Evaluation des étudiants</b></p>
<p>L'évaluation des étudiants de la formation repose sur des contrôles continus et des contrôles terminaux (deux sessions d'examens par semestre). La part réservée à chaque type de contrôle dans la validation du master ainsi que la part respective des dossiers, écrits et oraux dans le contrôle continu, auraient gagné à être précisées.</p> <p>Les notes peuvent se compenser dans une même unité d'enseignement et entre les unités d'enseignement au sein d'un</p>



semestre. Il existe un système de note plancher dans les unités d'enseignement 2, 3, 4, 5 (7/20 en M1 et 10/20 en M2) pour valider l'année. La note de 7/20 apparaît particulièrement basse notamment dans le cadre d'unités d'enseignements fondamentaux. Les notes des semestres trois et quatre constituent la moyenne générale du master dont dépend l'attribution d'une mention.  
 Il existe des jurys de semestre, différenciés du jury de diplôme.  
 Un diplôme de maîtrise peut sanctionner la validation de l'année de M1 pour les étudiants qui ne poursuivent pas en M2. Il aurait été intéressant de connaître le nombre et le profil des étudiants concernés.

#### Suivi de l'acquisition de compétences

L'acquisition des compétences ne fait pas l'objet d'un dispositif particulier au-delà d'un contrôle des connaissances semestriel et de l'évaluation systématique des compétences (méthodes et langues) en début de semestre sur la base de laquelle des groupes de niveaux sont identifiés puis mêlés et des exercices personnalisés sont donnés aux étudiants en difficulté. Il est regrettable que le dossier n'indique pas d'éléments concernant l'évaluation des compétences transversales.

L'annexe descriptive au diplôme est fournie pour chaque spécialité. Comme dans le cas de la fiche RNCP, l'annexe au diplôme reprend dans chaque cas, la liste concernant les exigences du programme (point 4.2) à l'identique, ce qui questionne le caractère spécifique de chaque spécialité. Seul le point 2.2 (principaux domaines d'études couverts par le diplôme) diffère d'une spécialité à une autre. Les conditions d'accès au M1 n'ont pas été mises à jour.

#### Suivi des diplômés

On regrettera le caractère lacunaire du dossier concernant cet item. Seules des données de l'observatoire régional de l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ) concernant le devenir des diplômés de 2007 du domaine sciences humaines et sociales sont mentionnées : 27 mois après le diplôme, 87 % des diplômés en moyenne sont en activité.

Le manque de visibilité sur l'avenir des diplômés a déjà été souligné dans le précédent rapport d'évaluation de la mention malgré le fait que l'équipe pédagogique compte un correspondant alumni parmi les enseignants-chercheurs, qui anime le réseau des anciens diplômés.

Un dispositif d'enquête annuel est prévu pour les diplômés de la spécialité *Intervention sociale, conflits et développement*. Le questionnaire annoncé en annexe n'a pas été joint au dossier. Surtout, il est regrettable que quelques résultats issus de cette enquête ne soient pas mentionnés dans le bilan.

L'absence de données concernant les autres spécialités est justifiée par le faible nombre de répondants à l'enquête par questionnaire.

#### Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation

La mention ainsi que chaque spécialité disposent d'un conseil de perfectionnement composé du responsable de la spécialité, d'au moins trois enseignants chercheurs, de deux représentants des structures professionnelles, de deux étudiants élus par année et d'un ancien étudiant, assurant un cadre de réflexion collective pour penser les nouvelles inflexions du projet pédagogique, trois fois par an.

La spécialité *Intervention sociale, conflits et développement* semble fonctionner différemment : d'une part, autour d'une équipe pédagogique regroupant les responsables d'année (de la L3, du M1 et du M2 et du DEIS) et les intervenants centraux du diplôme et d'autre part autour d'un directoire constitué de l'équipe pédagogique, d'enseignants-chercheurs de la faculté et des intervenants professionnels. Il est regrettable que ces deux instances n'incluent pas de représentants des étudiants.

De manière générale, la coordination entre les spécialités gagnerait à être explicitée.

Les procédures d'autoévaluation reposent à la fois sur des réunions (deux à trois réunions par an) entre les enseignants et les représentants d'étudiants élus (pour le M1 et par spécialité) ainsi que sur des enquêtes dont les modalités ne sont toutefois pas précisées. Ces enquêtes ont inspiré des changements récents tels que la réduction du nombre de petites unités de cours et le nombre de contrôles dans la spécialité *Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains* et l'ajout d'enseignements complémentaires dans l'offre de formation de la spécialité *Enjeux et pratiques du développement dans les pays du Sud*.

## Conclusion de l'évaluation

### Points forts :

- Adossement fort à la recherche.
- Équipe pédagogique nombreuse et diversifiée, aidée dans sa tâche par un conseil de perfectionnement.
- Attractivité de la formation au niveau régional et international.
- Politique de stage incitative en M2.
- Réseau important de partenaires internationaux.

### Points faibles :

- Manque de lisibilité de la structure du M1.
- Taux de réussite parfois très faibles en M1 et en M2.
- Absence de suivi des diplômés.
- Absence de coordination entre les spécialités.
- Faible visibilité du rôle des intervenants professionnels.
- Absence de procédures spécifiques en matière d'aide à la réussite.

### Avis global et recommandations :

La structure du M1 gagnerait à être précisée. La mutualisation de la majorité des enseignements entre les deux M1 ainsi que le jeu d'options de spécialisation progressive que propose le M1 *Sociologie* questionnent la pertinence d'un M1 *Intervention sociale, conflits et développement*. Les liens avec les deux laboratoires de la faculté de sciences sociales ainsi que plusieurs établissements académiques en France et à l'étranger offrent à la mention un solide adossement à la recherche. Son ouverture sur l'international est un point fort qui pourrait toutefois être mieux exploité, notamment par le développement de l'apprentissage des langues et l'encouragement à la mobilité. Des efforts de transformation de la maquette traduisent la dynamique réflexive de l'équipe pédagogique. Celle-ci devrait impérativement être aussi mise au service d'un suivi des étudiants et des diplômés qui permettrait la mise en place de dispositifs d'aide à la réussite spécifiques. Une réflexion plus large sur les liens et les distinctions entre les spécialités gagnerait à être engagée, en particulier sur la base du développement du volet de professionnalisation dans les deux spécialités (*Dynamiques sociales et conflits : théories et terrains, Enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud*) privilégiant une finalité recherche, ainsi que le développement de la place et du rôle des intervenants professionnels. La politique de stage en M2 est centrale et porte différentes options qui sont un atout mais qui mériteraient d'être clarifiées en termes d'objectifs et de modalités.

# Observations de l'établissement

Université

de Strasbourg

Master

Mention : *Sociologie*

## Observations relatives à l'évaluation par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

---

L'Université de Strasbourg ne formule aucune observation.

**Michel DENEKEN**

Président

Strasbourg, le 7/06/2017



Michel DENEKEN

**Cabinet de la Présidence**

Bât. Nouveau Patio  
20a, rue Descartes

**Adresse postale :**

4 rue Blaise Pascal  
CS 90032  
67081 Strasbourg Cedex  
Tél. : +33 (0)3 68 85 70 80/81  
Fax : +33 (0)3 68 85 70 95

**[www.unistra.fr](http://www.unistra.fr)**